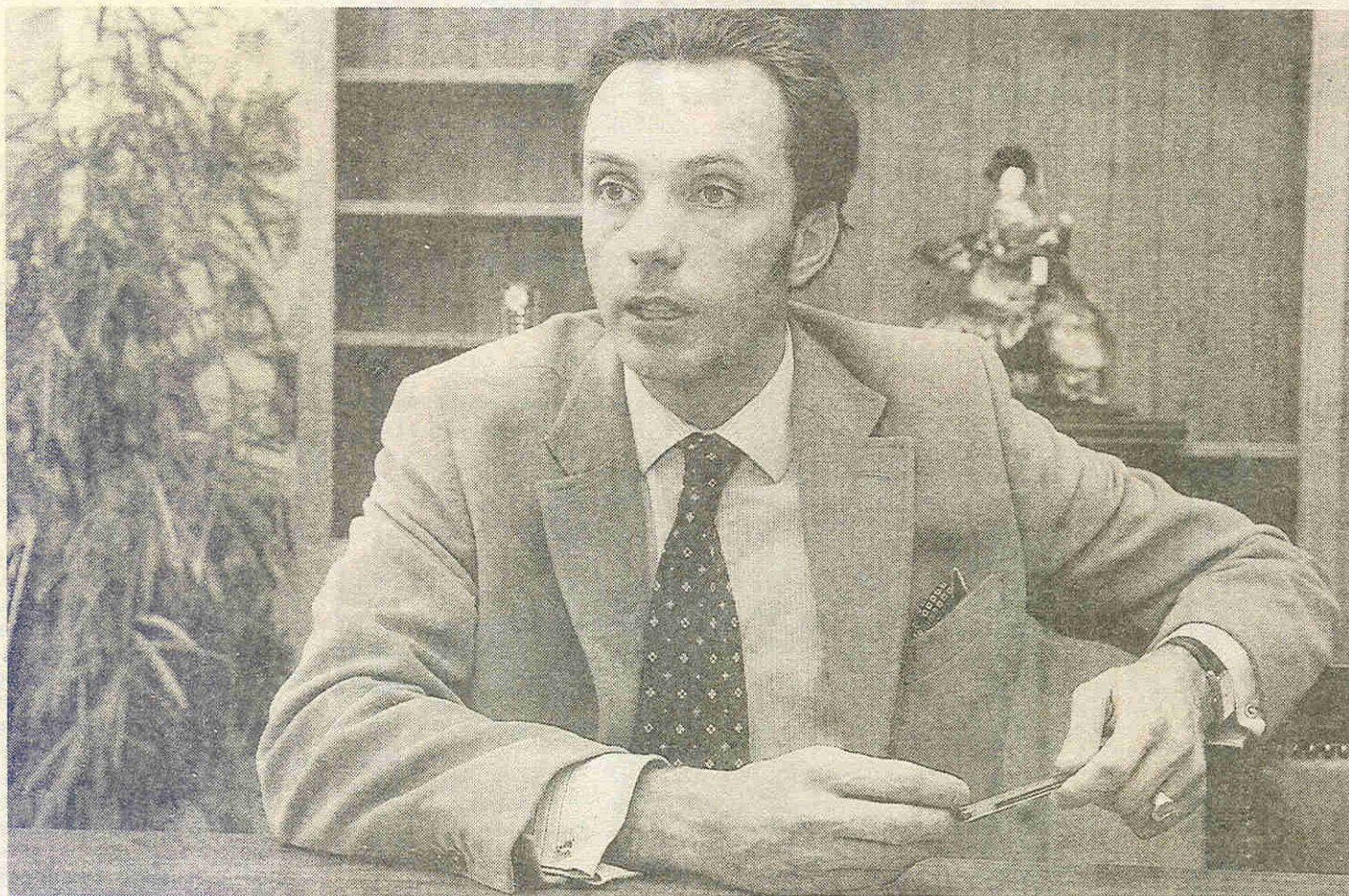


Le « Think tank Alsace »



Directeur du « Think tank Alsace », Henri de Grossouvre commence à tisser un réseau d'influences.

(Photo DNA - Christian Motsch)

●●● Depuis l'automne dernier, le « Think tank Alsace » créé par François Loos, le ministre alsacien du Commerce extérieur, est à l'œuvre. Il se veut laboratoire d'idées et d'initiatives pour l'Alsace et lobby de Strasbourg, capitale européenne.

A force de parcourir le monde, François Loos a mesuré l'influence, singulièrement aux Etats-Unis, des *think tank* (*), ces cercles de réflexion nourrissant l'action politique. Un think tank, voilà exactement ce qu'il fallait à une Alsace en proie au doute économique et toujours cible d'une contestation de Strasbourg comme capitale européenne.

Un think tank, mais bien sûr, a soutenu Adrien Zeller, saisi de l'initiative du ministre alsacien du Commerce extérieur: le président UMP du conseil régional lui a donné les moyens structurels et financiers de son existence et depuis octobre dernier, l'Agence de développement de l'Alsace incubé ce centre de réflexion

placé sous la direction d'Henri de Grossouvre, jeune auteur d'un livre sur la coopération européenne, *Paris-Berlin-Moscou*, et président de l'association éponyme.

Un think tank, pour quoi faire? « Le but est de promouvoir l'image de l'Alsace, d'être un centre de prospective développant des idées novatrices, mais aussi d'ancrer le rôle de Strasbourg capitale européenne », dit Henri de Grossouvre. Depuis un peu plus de trois mois, il explore les réseaux d'influences - pas forcément convergents -, rencontre des personnalités, établit des liens avec les institutions et organisations internationales présentes à Strasbourg.

Le think tank a noué ses premières coopérations,

dont l'une avec l'Assemblée des régions d'Europe, avec qui pourrait être organisé annuellement, à Strasbourg, un congrès des agences de développement. Des relations ont également été engagées avec l'association des Alsaciens de l'étranger présidée par François Brunagel, ou encore le Club économique franco-allemand que met en place, à Paris, l'ancien ministre de l'économie Francis Mer.

Le soutien des collectivités

Le « think tank Alsace » n'a pas encore de nom, mais s'est doté d'un comité de pilotage rassemblant des universitaires, des chercheurs, des chefs d'entreprise, des communicants... C'est lui qui définira la stratégie générale et réfléchira à la manière de mobiliser au mieux les réseaux. Il a également installé un premier groupe de travail, chargé de tracer les pistes d'un pôle aéronautique et spatial dans le Rhin supérieur. Le comité de patronage reste à mettre en place; en feront évidem-

ment partie François Loos et Adrien Zeller.

D'ici à la fin de l'année, le think tank aura son autonomie. Le financera non plus seulement le conseil régional, mais aussi les deux conseils généraux, dont les présidents ont donné leur accord, ainsi que la Fondation entente franco-allemande présidée par André Bord.

Henri de Grossouvre souhaite également « avoir le soutien bienveillant des principales villes » alsaciennes. Dont Strasbourg, évidemment, dont le think tank a vocation à défendre le rôle de capitale européenne. « Pour la première fois, l'Alsace et Strasbourg sont à la bonne place au bon moment. Avec l'élargissement de l'Europe à 25, il y a un risque de se limiter à une zone de libre-échange et la construction politique est encore plus difficile. Une relance est nécessaire par une coopération renforcée à base franco-allemande ». C'est ici, dans la région, qu'elle se construira.

Nathalie Chifflet

(*) Littéralement, réservoir à penser.